

[Traduction]

### LES AÉROPORTS

PICKERING—LA QUESTION DE LA RÉTROCESSION DES TERRES AGRICOLES EXPROPRIÉES

**M. Arnold Malone (Battle River):** Monsieur l'Orateur, maintenant que le projet de l'aéroport de Pickering a été mis au rancart, j'aimerais demander au ministre des Transports si l'on élabore une politique quelconque pour l'utilisation des terres agricoles et, dans l'affirmative, quand on annoncera cette politique afin d'indiquer quelle protection le gouvernement fédéral compte accorder relativement à l'utilisation des terres agricoles?

**L'hon. Otto E. Lang (ministre des Transports):** Monsieur l'Orateur, dès que nous avons su que l'Ontario retirait son offre de participation au projet d'aménagement de l'aéroport, nous avons indiqué que les terres que nous avions acquises à cette fin pourraient être rétrocédées aux anciens propriétaires afin d'être utilisées le plus tôt possible et nous sommes en train de nous en occuper.

\* \* \*

### L'AGRICULTURE

LA PUBLICATION DES CARTES DE CLASSEMENT DES SOLS

**M. Arnold Malone (Battle River):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question supplémentaire au ministre de l'Agriculture. Quand les cartes de classement des sols du Canada qu'on avait promises aux pédologues il y a quatre ans seront-elles disponibles puisqu'on ne peut élaborer aucun projet sérieux d'utilisation des sols avant que les pédologues ne puissent consulter ces cartes.

● (1450)

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Monsieur l'Orateur, il n'est pas question de promesses qui auraient été faites il y a quatre ans. Je vais certainement m'assurer que ce projet tient et j'en informerai le député.

LA COMPATIBILITÉ D'UNE RÉGLEMENTATION S'APPLIQUANT AUX OFFICES DE COMMERCIALISATION ET DE L'EXEMPTION DES PRIX À LA FERME—LA POSITION DU GOUVERNEMENT

**M. Bill Jarvis (Perth-Wilmot):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre de l'Agriculture sur le même sujet que celui sur lequel a porté la question du député de Regina-Lake Centre. La voici: le ministre est-il d'avis que la politique de soustraire à la réglementation les prix à la ferme est compatible avec celle d'assujettir les prix de l'Office de commercialisation des produits de ferme à cette même réglementation? En d'autres mots, le ministre est-il d'avis que l'exemption des prix à la ferme est compatible avec la réglementation des prix que fixent les offices de commercialisation? Ces deux politiques peuvent-elles coexister?

**L'hon. E. F. Whelan (ministre de l'Agriculture):** Permettez-moi de dire tout d'abord que je n'utilise pas l'expression «à la ferme» qui n'est pas pratique, je pense, parce que les mots s'entendent de bien d'autres choses. Je dis que ce que font les offices de commercialisation est compatible avec la politique qu'énonce le programme de lutte contre l'inflation que nous tentons actuellement d'adopter.

Questions orales

### AFFAIRES DES ANCIENS COMBATTANTS

LE PROJET DE COMPLEXE DE CAMP HILL À HALIFAX—LES APPELS D'OFFRE

**M. Robert McCleave (Halifax-East Hants):** Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Affaires des anciens combattants. Le gouvernement a-t-il toujours l'intention d'entreprendre la construction à Halifax cet automne du complexe de Camp Hill, pour anciens combattants, dont nous avons grandement besoin, et, dans l'affirmative, quand lancera-t-on les appels d'offre?

**L'hon. Daniel J. MacDonald (ministre des Affaires des anciens combattants):** Monsieur l'Orateur, nous en avons parlé avec le gouvernement de la Nouvelle-Écosse et celui-ci n'a pas encore formulé son point de vue sur cet important sujet.

**M. McCleave:** A dix heures, monsieur l'Orateur.

\* \* \*

### LA CONSOMMATION

LE RISQUE DE PÉNURIE DE FOURNITURES DE MISE EN CONSERVE—LES MESURES ENVISAGÉES

**M. Howard Johnston (Okanagan-Kootenay):** Monsieur l'Orateur, le ministre de la Consommation et des Corporations nous dirait-il, compte tenu du vigoureux discours anti-inflationniste qu'il a prononcé mardi, s'il veut désigner une section spéciale de son ministère pour assurer la surveillance des approvisionnements et la livraison des fournitures de mise en conserve à la maison afin d'éviter que se reproduisent en 1976 les pénuries des trois dernières années qui ont empêché nombre de Canadiens de combattre l'inflation aussi efficacement qu'ils l'auraient voulu?

[Français]

**L'hon. André Ouellet (ministre de la Consommation et des Corporations):** Monsieur le président, il y a eu des rencontres entre des représentants des compagnies concernées, des autorités de mon ministère, et des fonctionnaires du ministère de l'Industrie et du Commerce. Ces rencontres ont été fructueuses, et je crois que non seulement une partie du problème a été corrigée cette année, mais que des mesures sont prises afin de ne pas revivre à l'avenir l'expérience de l'année dernière et de cette année.

\* \* \*

[Traduction]

### LE CANADIEN NATIONAL

LE PROJET D'ABANDON DU SERVICE LIVERPOOL-YARMOUTH—DEMANDE D'ENQUÊTE

**M. Lloyd R. Crouse (South Shore):** Monsieur l'Orateur, j'ai une question à poser au ministre des Transports, mais tout d'abord, je voudrais le féliciter pour sa nomination à son nouveau poste. Le CN a demandé à la Commission canadienne des transports la permission d'abandonner le service entre Liverpool et Yarmouth en Nouvelle-Écosse. Or, cet embranchement du CN est le seul lien qui relie Halifax à Yarmouth et permet les exportations du littoral sud aux états de la Nouvelle Angleterre; c'est dire que cette décision nuira considérablement à toute l'industrie, grande ou petite, établie le long du littoral sud de la Nouvelle-Écosse. Le ministre voudrait-il ordonner une